



Commune de OUISTREHAM
Service Secrétariat Général

secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
14150 Ouistreham

Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39

www.ouistreham-rivabella.fr

22_AC-014-2114 04884-2024 0205-ARR2024_043

**Arrêté autorisant l'ouverture et l'exploitation d'un
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC
- ouverture après travaux -
ERP001 - Cinéma « LE CABIEU »
8, Avenue Michel Cabieu**

LE MAIRE de OUISTREHAM,

VU le Code des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212.1, L2212.2 et L2212.4 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L111-8-3, R111-19-11, R123-1 à R123-55, R152-6 et R152-7 ;

VU l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1ère à la 4ème catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5ème catégorie ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU les arrêtés ministériels des 23 mars 1965 modifié et 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;

VU le PC n°014 488 21R 0043, en date du 9 septembre 2021 ;

VU le Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux (RVRAT) établi par le Bureau VERITAS, en date du 5 février 2024 ;

VU le procès-verbal du 17 août 2021, établi par la Commission de Sécurité de l'arrondissement de Caen après examen du dossier de demande de permis de construire visé plus haut et l'avis FAVORABLE rendu par la commission sur le dossier ;

CONSIDERANT les constats de CONFORMITE notés dans le rapport du Bureau VERITAS susmentionné ;

CONSIDERANT que l'exploitant est dans l'attente de la visite de contrôle de conformité après travaux de la commission des ERP ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le cinéma « LE CABIEU », établissement culturel classé du 1^{er} groupe, de type L de 3^e catégorie, sis 8 Avenue Michel Cabieu, à Ouistreham, est autorisé à ouvrir sa 2^e salle au public, sous réserve de l'avis rendu par la commission des ERP après la visite de contrôle de conformité après travaux.

ARTICLE 2 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera :

- Transmis pour information à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Calvados, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux aménagements et au patrimoine bâti, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux équipements sportifs, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Ouistreham, Monsieur le Chef du Centre de Secours de Ouistreham, Monsieur le Chef du Poste de Police Municipale, Madame la Directrice des services techniques municipaux, Madame la Directrice du Pôle Culture-Education,
- Inséré au Registre des arrêtés du Maire
- Certifié exécutoire du fait de sa transmission à Monsieur le Préfet du Calvados et de sa publication sur les sites communaux www.ouistreham-rivabella.fr et <http://ouistreham.e-legalite.com/> le
- Notifié à l'Exploitant et au service gestionnaire du patrimoine bâti le

Fait à Ouistreham, le 5 février 2024



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).